

Cours à distance : les élèves du lycée de Gisors (Eure) réclament des aménagements pour les examens

Les représentants des élèves du lycée Louise Michel de Gisors tirent la sonnette d'alarme sur l'insuffisance de la préparation aux examens. Ils réclament des aménagements.

Publié le 19 Mar 20 à 11:56



Etane Regis, représentant des élèves du lycée Louise Michel de Gisors (Eure), a rédigé une lettre adressée au rectorat et au ministre de l'Éducation nationale pour réclamer un aménagement des examens (©L'Impartial – photo d'archives)

La nervosité commence à se faire sentir du côté des lycéens de **Gisors** (Eure) qui voient la date des épreuves du Baccalauréat s'approcher à grand pas, dans un contexte de crises qui se superposent.

Grève des enseignants, blocus des lycées et désormais fermeture des établissements par mesure de confinement... Autant d'événements qui ont eu « pour effet d'impacter grandement le nombre d'heures de cours », d'après la formulation rédigée par **Etane Regis**, représentant des élèves dans un courrier adressé au ministre de l'**Éducation nationale** et au rectorat sur les difficultés rencontrées. Une démarche à laquelle s'est associée le conseil de vie lycéenne (CVL).

Baisse du nombre d'heures de cours

Dans ce courrier, le CVL du **lycée Louise Michel** et **Etane Regis** pointent du doigt la baisse drastique du nombre d'heures de cours enregistrée cette année, et l'absence de préparation à la pédagogie à

distance, sans compter les difficultés liées à la « fracture numérique ».

Autant d'arguments qui permettent aux rédacteurs de la missive d'assurer que :

Les lycéens ne seront pas dans la capacité de passer sereinement les épreuves du baccalauréat, des épreuves communes du contrôle continu ou même des épreuves spécifiques à la voie professionnelle.

Le représentant des élèves en lien avec le CVL demande dans ces conditions « un meilleur suivi à distance des cours » et réclament « des aménagements pour les différents examens qui devront être mis en place afin de corriger cette situation ».

Avec un mot d'ordre : ne pas subir « une véritable rupture d'égalité par rapport à nos aînés ».